

RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE



.....
BULLETIN SANTÉ, HÔPITAL LOUIS MOURIER - NPA HAUTS-DE-SEINE - 25 SEPTEMBRE

Face à l'inflation : imposons l'augmentation des salaires !

Depuis le 15 septembre, des milliers d'ouvriers de l'automobile sont en grève aux États-Unis, dans les usines de Ford, General Motors (Buick, Chevrolet, Cadillac...) et Stellantis (le groupe né en 2021 de la fusion de Fiat-Chrysler et de PSA qui détient aussi Alfa Romeo, Jeep, Opel...). Aux USA comme ici, les profits insolents des patrons et actionnaires de l'industrie et de la finance révoltent, alors que les salaires sont bouffés par l'escalade des prix.

Une riposte de classe

C'est une première, cette grève menée ensemble par les travailleurs des trois géants de l'auto aux États-Unis, les « Big Three ». Des groupes qui ont réalisé 250 milliards de dollars de bénéfices en Amérique du Nord au cours de la dernière décennie, et 21 milliards de dollars au cours du premier semestre 2023. Des groupes dont les PDG ont augmenté leur salaire de 40 % ces quatre dernières années, pour atteindre une moyenne de 25 millions de dollars par an. Parmi eux, les richissimes familles Agnelli et Peugeot, que nous connaissons bien ici, principaux actionnaires de Stellantis (Fiat et PSA) dont ils ont combiné de placer le siège... aux Pays-Bas, histoire de payer moins d'impôts !

Les travailleurs américains de l'automobile n'ont vu, eux, leur salaire progresser que de 6 % ces quatre dernières années, bien moins que la flambée des prix. Ils revendiquent la fin des rémunérations différenciées entre nouveaux embauchés, intérimaires et travailleurs à temps plein, en même temps que des augmentations de salaire pour tous, suivant le coût de la vie, ainsi que le maintien de tous les emplois dans le cadre du passage à la production de véhicules électriques.

Leur colère est telle que le président du syndicat de l'automobile, l'UAW, a déclaré (propos rares dans la bouche d'un haut responsable syndical) que face à « la guerre de classe unilatérale » qu'ils mènent depuis des décennies contre la classe ouvrière, « les riches ne seront plus les seuls à se battre ».

Leur combat est le nôtre !

Prenons-en de la graine, alors qu'ici aussi les prix flambent et qu'on entend un Macron, dimanche 24 septembre, déclarer qu'il n'est pas question d'indexer les salaires sur les prix.

Le Smic serait même « sur-indexé », selon lui. Comme si les smicards gagnaient de quoi vivre ! Face à la hausse du prix de l'essence, il pourrait reconduire, dit-il, une prime ponctuelle de 100 euros pour les salariés les plus pauvres : le prix d'un seul plein pour aller toute l'année au boulot. Car pas question de toucher aux profits de Total.

Quant à Bruno Le Maire, le ministre de l'Économie, il nous dit qu'il va demander des « efforts » aux entreprises de l'industrie agroalimentaire et de la grande distribution pour limiter l'inflation... De la poudre aux yeux. Comme celle de cet été sur le blocage des prix de quelque 5 000 produits jusqu'à la fin de l'année. Le Maire a été obligé de reconnaître la pratique, dite de « shrinkflation », des produits aux prix bloqués, voire baissés... parce que les quantités vendues dans le paquet sont diminuées, faisant augmenter le prix au kilo ou au litre !

Oui, les capitalistes sont en guerre contre la classe laborieuse. Nous, travailleuses et travailleurs, ne touchons que des paies infiniment inférieures aux richesses que nous produisons, sans compter toutes les magouilles patronales supplémentaires pour augmenter encore les profits.

C'est l'augmentation générale des salaires qui faut exiger, en s'en prenant aux profits. La journée d'action et de manifestations du 13 octobre prochain, à l'appel des syndicats, sera une première occasion de nous retrouver toutes et tous ensemble.

Ce n'est qu'un début. C'est une grève d'ensemble qu'il faut préparer pour faire céder le patronat : au moins 400 euros net d'augmentation pour toutes et tous, pas un salaire, pas une pension ni aucune indemnité chômage ou allocation inférieurs à 2 000 euros net pour pouvoir vivre !



À l'hôpital public, travailler plus pour gagner... à peine plus

Le gouvernement a fait l'annonce « fracassante » de débloquer 1,1 milliard d'euros pour augmenter les rémunérations des soignants. Concrètement, à compter du 1er janvier 2024, les heures de nuit seront rémunérées 25 % de plus qu'en journée et les dimanches et jours fériés 20 % de plus. Quand on fait le calcul, on se rend compte que le gouvernement promet à ceux qui acceptent de s'épuiser à travailler de nuit de gagner... à peine plus que l'inflation !

Conférence sociale : ce n'est toujours pas dans les salons qu'on obtiendra satisfaction !

Après douze heures de réunion, Macron, les partis politiques et les syndicats ont enfin pris une décision concernant les salaires : se revoir, pour une nouvelle réunion ! La leçon donnée pendant les négociations sur la réforme des retraites n'a pas suffi, et tout ce beau monde, partis de gauche et organisations syndicales, va donc retourner à la table des négociations pour quémander quelques miettes. Le grand blabla fait sa rentrée, mais on compte bien la perturber par la nôtre, celle des luttes !

Les salariés du nettoyage en colère à Montpellier

Les agents de nettoyage employés par le soustraitant Onet dans plusieurs hôpitaux de Montpellier sont en grève illimitée. Le nouveau système de contrôle imposé par la direction a fait déborder la colère. Les agents doivent désormais badger à chaque pièce nettoyée : les cadences sont encore plus intenable qu'avant ! Aux revendications sur les conditions de travail s'ajoute celles sur les salaires.



Hôpitaux : près d'un service d'urgence sur deux a fermé au moins une fois cet été

163 services d'urgence, soit près d'un sur deux, ont fermé au moins une fois durant les mois de juillet et août, selon une enquête que vient de publier le syndicat Samu-Urgences de France. Cette enquête a été réalisée directement auprès des services d'urgence internes aux hôpitaux, des Samu (service d'aide médicale urgente) et des Smur (service mobile d'urgence et de réanimation). 57 % des services d'urgences internes, 92 % des Samu et 54 % des Smur ont répondu au syndicat. Plus exceptionnel encore, 70 % des Smur, les véhicules d'urgences et de réanimation avec, à bord, un médecin, un infirmier et un ambulancier, n'ont pas pu fonctionner en continu. Les deux tiers des départements ont été touchés par des fermetures de ces services, les plus affectés étant la Gironde, la Vendée, le Nord ou encore les Pyrénées-Atlantiques. « C'est une nouveauté », constate Samu-Urgences de France, « le Smur est devenu une variable d'ajustement » pour gérer la pénurie de personnel. De plus, dans certains départements, les Smur ont été remplacés par une équipe paramédicale d'urgence « allégée » avec seulement un infirmier spécialisé à bord. Et de conclure : « Le système donne l'illusion d'avoir tenu, mais à quel prix et dans quelles conditions ? » Enfin, le syndicat d'urgentistes estime que cette situation met en péril la sécurité de la population. Une politique de dégradation du service de santé qui perdure.

Abonnez-vous au Journal du NPA : Révolutionnaires !

INTERNATIONAL Pour que crève toute bonne fois pour toute la Françafrique ! page 7
DOSSIER Journée internationale pour le climat à l'avancement. Nos corps, nos choix ! page 8
VIE DU PARTI Les Rencontres d'été révolutionnaires du NPA : un succès politique et militant page 9
NPA JEUNES Jeunesse : le gouvernement ne nous fera pas trancher au pas ! page 12

RÉVOLUTIONNAIRES

05 - SEPTEMBRE 2023 - 2€ - LE JOURNAL DU NPA POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMANDES ET INTERNATIONALISTES



ÉDITORIAL Sisme au Maroc, inondations en Libye : phénomènes naturels mais catastrophes sociales
MADRID : MORTS SOUDAINES ET MONTÉE EN LAZZARIS ET EXHIBITION
C'est le 1er septembre que se déroule le séisme, au moment où le pays est en pleine préparation pour la fête nationale du 14 juillet. Le bilan est effrayant : plus de 2 500 morts. Le bilan de la catastrophe est encore plus lourd : des destructions matérielles, le déplacement de milliers de personnes, des blessés, des disparus, des familles désemparées. Une catastrophe humaine et sociale. Une catastrophe qui nous rappelle que nous sommes tous vulnérables. Et que nous devons agir ensemble pour construire un monde plus juste et plus sûr.
1000 PROS 2 30

Pour 12 numéros, 24 €
Prix de soutien : 30 €
pour 12 numéros

Paiement par chèque
ou par virement, nous
contacter par mail à :
abonnement@nouveau
partianticapitaliste.fr